

La recherche-action : insurrection utopique ou résurrection réaliste de la participation ?

Research-action: utopic insurrection or a realistic resurrection of participation

La investigación-acción: entre la utopía de la insurrección y la resurrección realista de la participación.

Dan Bernfeld

Number 5 (45), Spring 1981

La recherche-action : enjeux et pratiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034893ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034893ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bernfeld, D. (1981). La recherche-action : insurrection utopique ou résurrection réaliste de la participation ? *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (5), 179–185.
<https://doi.org/10.7202/1034893ar>

Article abstract

The author attempts to articulate a theory of participation in the spheres of social and political activity. His analysis of various examples leads him to conclude that a new type of movement is emerging which is based upon loosely structured forms of solidarity in contrast to previous institutional models.

He classifies his material according to three main categories of participation (protection, survival and change) and examines the democratic nature of each type. Various research projects underway are also mentioned.

La recherche-action : insurrection utopique ou résurrection réaliste de la participation ?

D. Bernfeld

Une des formes les plus insidieuses de domination par le savoir n'est-ce pas de parler au nom de quelqu'un ? En ce sens l'étude sur les rapports qui s'établissent entre les chercheurs et ceux à qui ils s'intéressent conduit inévitablement à la question charnière : les formes de domination que ces mêmes rapports induisent ne doivent-elles pas remettre en question la place du chercheur ?

La *sociologie permanente*¹ que propose Alain Touraine ne constitue-t-elle pas l'amorce d'une réponse à cette question ? N'est-elle pas l'approche de demain : celle où enquêteurs et enquêtés se retrouvent au sein d'une *recherche-action* ? Notre démarche² se réclame justement de cette approche participée où l'usager autant que le chercheur, attachés à expliquer les motivations profondes du mouvement, essayent ensemble d'esquisser des réponses, d'entrevoir des solutions.

Dans ce qui suit, nous tâcherons de résumer quelques-uns des aspects de notre démarche :

- * champs d'action et enjeux — les acteurs de la recherche participée ;
- * actualité et limites de la participation ;
- * la participation en tant que champ de recherche ;
- * la participation — école de démocratie ? ;
- * recherches en cours — projets d'avenir.

Champs d'action et enjeux — Les acteurs de la recherche participée

Les champs d'action choisis ainsi que les enjeux de la participation sont définis par le sens que nous donnons à la participation. Nous avons volontairement limité notre recherche aux actions non-institutionnelles dont le degré d'autonomie nous semble assurer l'émergence d'un type nouveau de mouvement : celui, justement, qui échappe à la catégorie définie globalement comme appartenant aux mouvements sociaux.

L'élaboration récente d'une théorie de la participation dans les champs social et politique³ nous permet de distinguer avec pertinence les aspects *individuels* (masse psychologique) et *de groupe* (masse sociale) de la participation ainsi que le passage de l'un à l'autre. Pour nous, la tâche prioritaire est celle de la définition d'une *démassification* de la participation, c'est-à-dire l'identification d'un nombre d'expériences autonomes dont la somme permette la préfiguration de l'émergence d'un type nouveau de mouvements : peu structurés, opposés aux modèles (de type institutionnel), largement solidaires.

Les recherches entreprises dans cette même direction, à la City University de New York, par Hans Spiegel⁴, sur les mouvements de New York et New Jersey — les nouvelles « Coalitions » — nous permettent de faire d'utiles comparaisons avec les quel-

ques centaines d'expériences que nous avons étudiées en Europe⁵ et que nous sommes en train d'étudier au Canada et dans les pays en voie de développement.

Dans le domaine de l'étude de grands corpus de mouvements, les travaux publiés sont peu nombreux. Des plus importants⁶ il ressort une tendance de plus en plus affirmée vers de nouvelles typologies. Les fondements théoriques de la typologie ont été développés par Albert Meister à la fin des années 60⁷. C'est à partir de ces travaux que nous avons établi trois grandes catégories de participation non-institutionnelles :

- * la participation/conservation ;
- * la participation/survie, et
- * la participation/changement.

Pour illustrer cette typologie que nous appliquons à l'ensemble du champ de recherche, nous faisons appel aux mouvements qui se déroulent dans ce que l'on appelle communément « le cadre de vie bâti ».

La participation/conservation : Dans d'innombrables villes et villages historiques — notamment en Europe — des mouvements de défense du tissu ancien apparaissent. Fait nouveau : le concept d'« héritage » cher aux conservateurs traditionnels s'est étendu et a pris une tournure d'action populaire dans le cas des cités ouvrières du XIXe siècle (à ce propos voir les études animées par Roland Günther et son équipe dans la Ruhr ou par Stéphan Jonas et ses collaborateurs à Mulhouse dans le Haut-Rhin). Ce type nouveau de lutte n'est pas sans annoncer la catégorie suivante dans la hiérarchie de notre système, la participation/survie.

La *participation/survie* : Si les cités ouvrières de la fin du siècle dernier sont un bon exemple de participation/survie (il s'agit bien de la défense d'un tout : logement, voisinage, métiers, etc.), il est évident que le principal poids de cette catégorie revient aux périphéries des villes des pays en voie de développement. Nous pensons aux bidonvilles, cette forme spontanée d'urbanisation que Yona Friedman n'hésite pas de définir comme une « architecture de survie ». Même les pouvoirs politiques les plus ambitieux se sont rendus à l'évidence : c'est dans ces formes spontanées de vie que des populations entières, chassées par la pauvreté sous toutes ses formes, la sécheresse, les mutations brutales du

monde agricole peuvent trouver une chance de survie. Il s'agit de considérer le phénomène non plus comme « illégal » ou répréhensible, mais de l'accepter comme une donnée capitale d'aujourd'hui et de demain.

La *participation/changement* : C'est le degré ultime auquel peut tendre la participation. Celui où l'action du mouvement propose des alternatives et les expérimente. La liste est bien trop longue pour être reprise ici. Rappelons quelques-unes parmi les plus importantes que nous avons étudiées :

- luttes pour les droits civiques (ex. Martin-Luther King) ;
- luttes contre les guerres et pour la paix (ex. Vietnam) ;
- luttes pour une identité culturelle (ex. différentes régions en Europe) ;
- luttes des femmes ainsi que d'autres groupes ;
- luttes des groupes marginaux (ex. drogue, handicapés mentaux ou physiques...);
- luttes pour la promotion de formes de vie nouvelles/alternatives (communautés de vie; circuits non-commerciaux d'approvisionnement; presse parallèle, etc.)

Ce type de luttes met en évidence une tendance à la globalisation à partir d'éléments souvent lointains et différents. Certaines solidarités nées dans les années de l'après-guerre constituent les premiers exemples d'une telle globalisation.

À partir de cette typologie, il nous est possible de dégager quelques réflexions quant aux acteurs d'une recherche-action, leur place et leurs rapports.

Dans le contexte français on peut résumer ainsi la question : lors des recherches traditionnelles les enquêtés sont considérés comme un *réservoir d'informations passif*, incapables d'analyser leur propre situation et donc de proposer des solutions à leurs propres problèmes. La recherche serait dans ces conditions le fait des « spécialistes », seuls en mesure de formuler les problèmes et de trouver leurs solutions. Ainsi on arrive à un travail de spécialistes réservé et adressé aux spécialistes. Exprimé, de plus, dans un langage « codé », il demeure inaccessible aux intéressés. Ceci explique l'inefficacité des actions décidées à la suite de tels travaux de recherche. Les intéressés comprennent mal de tels programmes d'action et les rejettent la plupart du temps. Et comment pourrait-il en être autrement ? Il est illusoire d'imaginer qu'on puisse s'engager dans des projets

incompréhensibles et de l'élaboration desquels on a été tenu à l'écart.

La recherche participée tend, au contraire, à aider les protagonistes de la participation à identifier eux-mêmes les problèmes, à en réaliser une analyse critique, à rechercher des solutions. Ainsi le choix des problèmes et donc la direction dans laquelle doit s'orienter la recherche revient aux protagonistes concernés. Promouvoir une telle approche implique un processus de formation, d'épanouissement et, en fin de compte, de maturation de l'usager lui-même. C'est dans cette voie, nous en sommes convaincus, que sont appelés à agir désormais les chercheurs.

Après la publication depuis 1978 de plus de 200 expériences⁸ et à la suite de recherches dans lesquelles s'inscrit ce qui précède, on ne peut s'empêcher de se redemander quelle est l'actualité et l'importance d'une telle démarche, de son objet.

Actualité et limites de la participation

Il faut se méfier d'une interprétation qui n'est faite qu'en terme d'actualité. On est avant tout attaché à la notion de mouvement, l'événement quant à lui tient plus à une mythologie des mass media, au spectaculaire. Certes, certains mouvements — telles les luttes anti-nucléaires — font souvent l'« événement ». Mais, le plus souvent, les changements sociaux sont imperceptibles, se situent dans la conscience des gens, voire dans leur sensibilité. Les vingt dernières années se caractérisent pas une telle évolution lente mais durable.

L'actualité de cette étude pourrait donc se situer dans l'évolution d'un phénomène d'« apprentissage » de l'espace par l'usager. Espace régional et local, mais aussi espace culturel. La similitude et souvent les solidarités nouvelles des récentes expériences participatives, par delà les frontières, donnent à l'approche plus qu'un caractère d'actualité : une signification profonde de l'attitude de l'usager face à son environnement vécu.

En plus le terme d'actualité est à double tranchant : si une expérience — ou un grand nombre d'expériences comme c'est le cas dans notre recherche — appartient à l'actualité, il en résulte un rapide dépassement, un vieillissement qui rendrait vain l'effort de les fixer sur le papier. Or, des années après, les 200 expériences vivent encore : les unes, succès manifestes à l'époque, créent un climat d'irr-

versibilité qui marque non seulement les protagonistes de l'époque, mais aussi l'évolution future. Les autres, demi-échecs ou demi-succès, réapparaissent ici et là dans l'« actualité ». Référence est donc faite : les choses ne se passent plus comme sur un terrain vierge...

Mais, en fait, il faut tout de même parler d'actualité de la démarche. D'une part l'essentiel des recherches a été fait par les protagonistes eux-mêmes, presque autant de participants que d'expériences présentées. Il n'était pas question de faire autre chose que de donner la parole aux protagonistes. Sans que cette démarche soit justifiée, au départ, sur un plan théorique et méthodologique, il s'agissait non plus d'analyser du « dehors » mais du « dedans ». Ceci s'inscrivait dans une démarche naissante : une nouvelle approche de la sociologie qui consiste à analyser les phénomènes sociaux en faisant parler, témoigner et même s'évaluer les protagonistes. Le livre d'Alain Touraine *la voix et le regard* fut une première confirmation⁹.

Dans cette perspective, et pour répondre à cette même question sur l'actualité, il est certain que de nombreux documents officiels « vieillissent » avant même de paraître. C'est le sort des « dossiers » émanant pour la plupart des organismes publics, régionaux ou pas, dont les acteurs s'efforcent généralement de démontrer le bien-fondé de leurs actions en faveur de l'usager. Quelle est la plaquette d'un conseil municipal, par exemple, qui puisse traverser une législature ?

L'actualité de nos recherches tient dans la présentation d'une nouvelle attitude de l'usager : la vie ne peut plus se faire à la seule volonté des « notables » ; elle est le résultat palpable de la volonté, de l'action des gens.

En deuxième lieu, se dégage de ces recherches, la conclusion que la participation, ainsi que la recherche la concernant, échappe très largement aux systèmes établis. En effet, comment une institution officielle, quelle qu'elle soit, peut-elle choisir, dicter une politique de la participation, alors que le propre de la participation est d'inventer, d'innover, de proposer et d'agir en faveur de solutions nouvelles, comprises, acceptées et adoptées par l'usager comme sa propre contribution dans un processus d'un type nouveau ? Les fonctionnaires internationaux ont perçu ce danger. Un expert britannique est allé très loin en parlant de l'impossibilité, pour une institu-

tion inter-gouvernementale, de promouvoir une expérience participative (ou de l'analyser) lorsqu'elle met en avant la prise en charge par l'utilisateur lui-même de l'action¹⁰. Ceci est également vrai sur les plans nationaux ainsi que pour toutes les institutions en général.

Demain plus qu'aujourd'hui, dans le domaine des expériences participatives, les initiatives orientées vers plus d'intervention de la part de l'utilisateur résisteront à l'épreuve d'une analyse rigoureuse. C'est l'utilisateur qui agit, c'est encore lui qui est le mieux placé pour juger son action.

En troisième lieu, dans le débat sur la participation, la décentralisation occupe une grande place. Faut-il, pour autant, la confondre ou l'assimiler avec la participation? Bien sûr que non. Et pour plusieurs raisons. Tout d'abord, une instance élue par le quartier (décentralisation infra-communale) s'inscrit parfaitement dans la logique de la démocratie représentative. Certes, on pourra toujours dire, et souvent avec raison, que l' élu du quartier est plus proche de l'utilisateur que la Mairie, centrale et... lointaine. Mais l'intervention de l'utilisateur n'en est pas pour autant automatiquement assurée. Dans un certain sens, il est plus difficile de promouvoir une innovation depuis la base lorsque des pouvoirs institutionnels, avec leurs ramifications politiques, techniques et bureaucratiques, occupent le terrain. Une deuxième raison est d'origine psychologique. Pour qu'une action puisse se développer, il faut que les protagonistes aient le sentiment qu'ils interviennent sur un terrain vierge. Qu'à chaque pas, ce sont eux qui ont trouvé la solution, qui l'ont matérialisée sur le terrain. Lorsque l'action suit le cheminement des décisions prises en haut, même si elles sont les meilleures, une certaine désaffection de l'utilisateur se manifeste. C'est sans doute que si on prend la peine d'agir, avec tous les sacrifices en temps et en moyens que cela suppose, c'est généralement pour pallier la lenteur (ou l'absence) de certaines décisions.

La participation en tant que champ de recherche

En ce qui concerne l'enseignement proprement dit — l'architecture et l'urbanisme, mais aussi les sciences sociales en général — l'expérience participative est plus qu'une illustration : elle devient un champ de réflexion et de travail. L'utilisation de

l'audio-visuel, de la documentation en général, dans les cours universitaires rapproche l'étude méthodologique d'une quotidienneté dont l'expérience participative est souvent l'expression. À l'École des hautes études en science sociales de Paris, l'expérience participative est un objet privilégié d'enseignement et de recherche. Alain Touraine développe un nouveau concept de recherche : celui dans lequel le chercheur ne fait rien d'autre que susciter de la part des protagonistes des actions une réflexion, une évaluation de leur propre expérience. Le chercheur, quant à lui, se confond avec les protagonistes et essaie sur le terrain, dans l'action, de s'identifier aux expériences qu'il étudie. Ainsi naît une nouvelle sociologie, que l'on doit appeler permanente ou participative, qui s'attache à réduire la distance entre « chercher » et « animer », entre « chercheur » et « protagoniste », entre « recherche » et « action ».

Quant à savoir s'il est dangereux pour les chercheurs de récupérer la participation, il faut définir à quel stade se trouve l'expérience participative. Pendant son déroulement, on peut parler d'une étude sur le terrain de la part du chercheur, d'un apprentissage de la démocratie et de la chose publique pour les protagonistes. Lorsque l'expérience est finie, il s'agit pour les uns et pour les autres d'évaluer, de s'interroger sur les succès comme sur les échecs. La récupérer, pour ainsi dire, est une phase ultérieure, où on essaie de produire une réflexion écrite. Dans la pratique, il est parfois difficile d'apprécier si l'expérience est finie ou bien s'il s'agit d'une phase, d'une étape. On peut ajouter qu'il y a des expériences qui s'engagent sur un terrain pour, ensuite, se développer sur un autre. Ou bien qu'il s'agit au départ d'une action de défense qui débouche sur une autre de contre-proposition, de contre-projets... Le rôle de l'enseignant/chercheur, en collaboration avec les protagonistes (et les étudiants, bien sûr), est d'établir des critères permettant de bien situer l'expérience, ses étapes successives. Ainsi, il faut l'espérer, va émerger une nouvelle approche. Celle où les résultats sont considérés comme la somme d'évaluations successives réalisées dans et autour du champ d'action et de recherche.

Il serait naïf de penser qu'on peut substituer à une analyse méthodologique des phénomènes sociaux une simple appréciation, un jugement de valeur. Et, pourtant, c'est ce qui arrive souvent dans ce domaine, lorsque les politiques jugent comme posi-

tives ou comme négatives des expériences participatives. Elles leur apparaissent comme positives lorsqu'elles vont dans le sens de leurs choix, et négatives dans le cas contraire. C'est alors qu'il faut parler du danger de « récupération » ou de rejet.

La science ne peut se fonder que sur une approche méthodologique des expériences participatives : le degré d'engagement des usagers concernés, le rayonnement dans l'espace et dans le temps, les transformations sociales, le processus pédagogique, l'impact de l'action sur le cadre de vie étant quelques-uns de ces critères d'analyse.

La participation — école de démocratie ?

Enfin on peut se demander si le mouvement associatif/participatif est davantage ou moins démocratique que les institutions représentatives. Albert Meister, grand connaisseur de la sociologie de la participation, s'est exprimé là-dessus¹¹ :

J'aimerais marquer une distance avec les protagonistes de la participation qui voient dans les associations une forme supérieure et renouvelée de la démocratie, chargée de revitaliser les institutions représentatives traditionnelles [...]. Quant à leur fonction sociale, on trouve autant d'associations qui sont en faveur du changement, que d'associations strictement conservatrices créées pour la défense de privilèges et d'injustices : après tout, le Ku Klux Klan et la Croix Rouge sont deux associations [...]

Pour Albert Meister, l'association peut être l'emballage qui ne préjuge en rien du contenu de l'action. On est tout à fait d'accord là-dessus : association n'est pas équivalent à participation.

Mais Albert Meister a aussi dit un jour qu'en cherchant à découvrir la signification des mouvements sociaux, il se cherche en quelque sorte lui-même. C'est plus qu'une phrase : c'est une leçon d'humilité que doivent lui emprunter tous ceux qui se penchent sur l'étude de la société. Quant à l'engagement dans une recherche-action, le chercheur ne peut agir que dans cet esprit.

De plus, en parlant des associations conservatrices, Albert Meister nous fait penser à d'autres dangers qui guettent les associations : notabilisation des leaders, rupture avec la population, etc. Or, de notables, la démocratie représentative en déborde.

La vraie potentialité des expériences participatives est qu'elles sont porteuses d'une expression populaire. La démocratie directe qui s'exprime dans le mouvement participatif n'est ni meilleure ni pire que la démocratie représentative, dite aussi formelle. Elle est AUTRE. Tout d'abord école, justement, de la démocratie : pour percevoir d'une manière critique l'espace et les situations ; ensuite pour acquérir la prise de parole, exclusivement réservée aux notables. Enfin, pour prendre conscience du fait qu'en face, c'est souvent un langage « rideau de fumée » qui empêche de porter des jugements, de proposer des solutions, de prendre des décisions. Il ne faut pas sous-estimer les pouvoirs technocratiques, ceux des experts et des spécialistes, mettant souvent en échec les politiques. Par sa complexité, la politique de l'aménagement de l'espace échappe au commun des mortels. C'est peut-être aussi parce que l'énergie nucléaire est synonyme d'un État tout-puissant et policier, que l'utilisateur commence à penser qu'il pourrait faire demain appel à des énergies dites douces, lui permettant un contrôle sur son environnement, sur ses activités.

En réalité, le débat sur la démocratie directe (pas celui sur la vie associative en général) est la conséquence logique des démissions successives de la démocratie représentative. Nulle part sur l'échiquier politique traditionnel, les expériences participatives ne peuvent trouver appui et intelligence. C'est de la base seulement que viennent renforts et appuis, c'est à la base encore qu'elles apportent des espoirs. Nous sommes, nous, des spectateurs : ne devenons pas juges. Dans la poussée associative/participative actuelle, nous voyons, et cela a aussi été dit au cours de nombreux colloques et publications, l'influence nette des classes moyennes, des intellectuels et de la petite bourgeoisie. Il y a un apprentissage, l'acquisition, sinon d'un langage, du moins de l'habitude de prendre la parole. Cela fait tant d'années, de siècles, qu'un certain nombre d'hommes ne la prennent jamais. Que les noyaux des mouvements participatifs soient constitués le plus souvent par des personnes appartenant à des classes moyennes, avec plus de disponibilités de temps, plus d'engagement dans la vie civique, ceci paraît normal. Ce n'est que dans l'action même, dans la manière dont les petites gens se sentent concernées et prêtes à intervenir que les choses deviennent décisives. Il ne suffit pas qu'un groupe d'écologistes, si puissant fût-il, soit opposé à

la construction d'une centrale nucléaire ou d'un aérodrome pour que le projet soit abandonné. Mais les manifestations de milliers de paysans et d'ouvriers, des occupations pacifiques des sites, l'émergence d'une volonté majoritaire peuvent vraiment changer les choses. C'est cela le mouvement participatif.

Recherches en cours — projets d'avenir

L'étude des expériences participatives en Europe nous a permis d'identifier un grand nombre d'actions qui s'inscrivent dans ce que nous avons défini comme participation/conservation et participation/changement. Ce n'est qu'en élargissant notre champ d'investigations¹² aux pays en voie de développement d'Afrique et d'Amérique latine que nous avons pu enrichir notre corpus avec des expériences de participation/survie dont les enjeux ouvrent des perspectives de travail et de recherche considérables.

Il était d'autre part devenu clair, à partir de ce moment, qu'il manquait dans notre démarche une analyse des mouvements en Amérique du Nord. Au printemps — aux États-Unis¹³ et à l'automne de l'année dernière au Canada¹⁴ nous avons tenté d'établir des nouveaux contacts avec les chercheurs, de prendre connaissance des recherches en cours et des publications récentes ainsi que de voir sur le terrain les tendances actuelles des mouvements participatifs.

La situation au Québec nous semble être actuellement une des plus riches en enseignements. De par la situation géographique, culturelle et politique, mais aussi socio-économique du Québec, les groupes se trouvent confrontés à un croisement de réalités et de traditions autant francophones (européennes) qu'anglophones (USA). Tous ceux avec lesquels nous avons pu discuter — responsables/décideurs, universitaires/chercheurs, praticiens/militants ainsi que journalistes — ont fait état de cette dualité. Et comment n'en serait-il pas ainsi lorsque bon nombre d'entre eux connaissent bien la réalité européenne tout en étant dans l'immédiate proximité des « States » !

Enfin, ces dernières années se déroulent dans différentes villes en Europe — Bologne, Zürich, Berlin, par exemple — des affrontements souvent très vio-

lents entre jeunes et forces de l'ordre. Trait commun : face à la crise économique, culturelle, d'identité, les jeunes s'organisent en des mouvements alternatifs qui échappent aux modèles traditionnels de luttes urbaines notamment par leur refus de se réclamer de telle ou telle famille politique de l'échiquier existant, de telle ou telle idéologie. Nous entendons leur consacrer les temps à venir une ample étude.

En concluant, nous aimerions insister sur l'importance de la création récente de l'Organisation internationale pour la recherche sur les associations et l'action volontaire (IVAR/VOIR) dont le but premier est, justement, de favoriser des travaux de recherche interdisciplinaires par la réunion de colloques, par la publications de recherches et par un contact aussi soutenu que possible des chercheurs de différents points du globe afin d'aboutir à un éclairage nouveau et plus complet des problèmes qui intéressent un grand nombre de personnes¹⁵. Des dossiers tels celui-ci sur la recherche-action répondent, nous l'espérons, d'une manière concrète à ce besoin d'échanges et de confrontation des connaissances.

Dan Bernfeld
Université de Strasbourg — France

NOTES :

¹ « L'idée de la sociologie permanente c'est que, une fois que l'analyse a dégagé le mouvement social possible et la distance des pratiques par rapport à lui, nous soumettons notre analyse aux acteurs. Ils vont d'une certaine manière l'incorporer dans leur action, s'en servir pour analyser leur situation. Ils vont nous renvoyer cette analyse et nous allons être amenés à modifier, transformer, adapter nos premières analyses. Il y aura ainsi un va-et-vient à la limite sans fin entre l'analyse et l'action. » (Alain Touraine).

² Quatre volumes du *Fichier européen de la participation* entre 1978 et 1980 : vol. 1 : Introduction à la participation — Trois régions de l'Europe : Alsace/Baden-Württemberg/Cantons suisses ; Vol 2 : Participation à Bologne, Milan et Venise : recherche sur le développement des liens sociaux en milieu métropolitain ; Vol. 3 : Architecture et urbanisme participatifs — Expériences françaises dans le contexte européen ; Vol. 4 : Suisse — Groupements de citadins — Participation — Cadre de vie — (Éditions du CIEDART/Unesco-Venise 1978,

1979, et 1980, Isola de S. Giorg io Maggiore — 30100 Venezia, Italie).

³ Smith, D.H., Macaulay, J. et als, *Participation in Social and Political Activities*, Jossey-Bass Inc., San Francisco, 1980.

⁴ Spiegel, H.B.C., et als, *From Protest to Program*, (à paraître).

⁵ *Fichier européen de la participation, op. cit.*

⁶ *Au Canada*

Lesemann, F. et Thienot, M. *Animations sociales au Québec*, Université de Montréal, École de service social, Montréal, 1972.

Au USA

Smith, D.H. et als, *Voluntary Transnational Cultural Exchange Organizations of the USA* Center for Voluntary Society, Washington, D.C., 1974.

Spiegel, H.B.C., *Citizen Participation in Urban Development*, Vol. 1 : Concepts and Issues — Institute for Applied Behavioral Science, Washington, D.C., 1978 ; Vol. 2 : Cases and Programs — University Associates — La Jolla, Calif, 1976 ; Vol. 3 : Decentralization — Learning Resources Corporation, Fairfax, Va., 1974.

Gamson, W.A., *The Strategy of Social Protest*, The Dorsey Press, Homewood, III, 1975.

En Europe il faut citer essentiellement les travaux des chercheurs en Allemagne et en Espagne :

En Allemagne occidentale

Günter, R. et Hasse, R. *Handbuch für Bürgerinitiativen*, Ed. VSA, Berlin, 1976.

Vorgänge, n° 27 (numéro spécial sur les Bürgerinitiativen) Bonn-Bad Godesberg, 1977.

Bossel, H., *Bürgerinitiativen entwerfen die Zukunft : Neue Leitbilder, Neue Werte, 30 Szenarien*, Fischer Verlag, Francfort, 1979.

En Espagne

Castells, M. *Ciudad, democracia y socialismo : la experiencia de las Asociaciones de vecinos en Madrid*, Ed. Siglo XXI, Madrid, 1977.

Leal, J. *Asociaciones de vecinos en Madrid* (à paraître). Borja, J., Tarrago, M. et Boix, R. *Por una politica municipal democratica*, Ed. Avance, Barcelone 1977.

Gavira, C. et De Mesones, J., « La participacion en la planificacion urbana », in *Revista de Estudios Sociales* n° 19, Madrid 1977.

⁷ Meister, A., *Vers une sociologie des associations*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1972.

⁸ *Fichier de la participation, op. cit.*

⁹ Touraine, A., *La voix et le regard*, Ed. du Seuil, Paris 1978.

¹⁰ Goodey, B., *La Notion de participation et les techniques d'évaluation appropriées*, rapport au Conseil de l'Europe DECS/DC (78), Strasbourg 1978.

¹¹ Meister, A., *Rapport introductif au colloque « Participation et urbanisme »*, organisé par le ministère de l'Équipement en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, Éditions du CRU, Paris 1977.

¹² Notre étude sur la participation dans le monde, *Participation : mythes et réalités* doit paraître prochainement à l'Unesco, Paris.

¹³ Notamment aux universités de Boston et de New York (City U.)

¹⁴ Dans le cadre des échanges entre les universités françaises et canadiennes à l'Université de Montréal, à l'Université Laval à Québec et au Centre universitaire de Moncton dans le Nouveau-Brunswick (Institut de Sciences politiques).

Il serait difficile ici d'énumérer tout ce qui, au Québec, nous apparaît essentiel pour nos recherches. Rappelons très brièvement quelques aspects :

- une activité de recherche, notamment dans les Écoles de service social en général ainsi qu'à l'École d'architecture et au Département de géographie de l'Université Laval à Québec, sur les groupes et les actions participatives ;
- une richesse de publications (livres, études, revues, presse parallèle) orientées totalement ou en partie vers les actions participatives ;
- un foisonnement de groupes sur le terrain tels les coopératives de logement, les groupes engagés dans les circuits parallèles de distribution de produits alimentaires, la prise en charge communautaire de la santé, etc. ;
- une place sensiblement plus importante (du moins par rapport à la pauvreté dans cette matière des programmes de la TV française) accordée aux débats en direct et à la télévision francophone du Québec (Radio-Québec) sur des problèmes d'aménagement, de sauvegarde des ressources en espaces verts et de loisirs, de services divers, etc., et dont le caractère polémique ne fait que renforcer la crédibilité de telles initiatives.

¹⁵ Secrétariat international d'IVAR/VOIR : Prof. David Horton Smith c/o Dpt. of Sociology, Boston College, Chestnut Hill, Mass 02167, USA (tél. : (617) 969-4143 et 4130).